



**Texte de l'École Émancipée CAN du 14-15 janvier 2025
Contre ce gouvernement déjà vu et l'ED aux aguets, construire les luttes en 2025**

L'année 2024 s'est achevée sur un sombre tableau. Les conflits se succèdent, notamment au Proche-Orient, où la politique expansionniste de l'État d'Israël ne semble plus rencontrer de limites dans la région après la destruction de Gaza, la remise en cause du cessez-le-feu au Liban et un bilan humain effroyable, qui fait que près d'un an après l'arrêt de la CIJ, des rapports d'ONG comme HRW ou Amnesty ont dénoncé un génocide en cours. Sa dénonciation et l'exigence de sanctions seront portées lors de la mobilisation européenne des 25 et 26 janvier pour la suspension de l'accord d'association UE/Israël. Nous nous réjouissons de la chute du régime sanglant d'Assad en Syrie, note d'espoir pour le peuple syrien, et espérons que l'instabilité politique qui suit la chute d'un tel régime n'amène pas de nouvelles violences ou de restrictions des droits et libertés des syriens.

Globalement, les progrès des droits démocratiques restent plutôt faibles à l'aune de l'année écoulée. Ainsi, selon l'Institut *Varieties of Democracy*, qui publie tous les ans un rapport sur l'état de la démocratie dans le monde, la situation actuelle est pire que celle que nous avons connue dans les années 1930, et sans signe probant d'amélioration (cf. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/21/la-situation-de-la-democratie-dans-le-monde-est-pire-que-celle-que-nous-avons-con nue-dans-les-annees-1930_6460119_3210.html).

En Israël, en Amérique et en Europe, l'extrême-droite prospère, galvanisée par la victoire de Trump et l'influence d'E. Musk, son financier, qui rêve sans doute de pouvoir étendre son emprise sur le Vieux continent, comme pourrait le laisser entendre son soutien explicite à l'AfD en Allemagne, au Reform UK de N. Farage ou à l'agitateur d'extrême-droite britannique Tommy Robinson. Dans ce contexte, alors que l'issue du conflit en Ukraine semble suspendue aux décisions de Trump, la solidarité avec le peuple ukrainien doit se poursuivre tout comme celle avec les syndicalistes qui au Bélarus combattent la politique de Loukachenko. Enfin, bien que sur le plan climatique 2024 ait été l'année la plus chaude, comme en attestent encore les incendies en cours en Californie, les discours actuels de croissance à tout prix ou de condamnation des associations écologistes sont toujours plus en vogue, ce qui ne présage rien de bon en matière de choix politiques pour faire face aux enjeux environnementaux. On observe d'ailleurs que les fascismes émergents sont les compagnons d'une idéologie libertarienne qui prône le démantèlement de l'Etat, la dérégulation totale de l'industrie, et la poursuite de la destruction du vivant.

Au plan national, la crise politique s'approfondit. Macron reste dans le déni de sa défaite et commence tout juste à admettre, depuis ses vœux du 31 décembre, que son choix de dissolution n'a pas été une réussite mais source de "divisions". Le président est de plus en plus décrié dans l'opinion, comme en atteste le dernier sondage Odoxa (3/01/2025) pointant que 61% des Français·es apprécieraient sa démission. Sa conception de la Ve République conduit à l'impasse et tend à confirmer l'idée d'un régime à bout de souffle. Comment comprendre que les perdant·es d'hier restent au gouvernement et que les "zombies" de la politique, tel M. Valls, soient ressuscité·es pour servir les mêmes politiques libérales et antisociales ? Les mêmes recettes sont reproduites (dépenser moins pour offrir plus à celles et ceux qui ont déjà beaucoup trop), les mêmes signaux sont émis (Darmanin à la Justice et qui évoque les VSS... ; Retailleau maintenu à l'Intérieur...) et un nombre non négligeable de personnes poursuivies par la justice sont une fois encore nommées ministres ! Pourtant, la condamnation de Nicolas Sarkozy, comme le procès des assistants parlementaires du RN ont montré l'importance de l'indépendance de la justice pour la santé démocratique et l'hypocrisie des discours démagogues et sécuritaires de l'extrême droite.

Après l'échec de M. Barnier, le défi du budget 2025 reste entier, tant du point de vue politique que de celui des choix d'investissement à porter pour répondre aux attentes largement partagées par la population : la santé arrive en tête, suivie du pouvoir d'achat, de la situation économique du pays et de l'accès aux services

publics (cf. Rapport annuel du CESE, octobre 2024). Comme le relève le CESE, un accès moindre à ces services «pèse négativement sur l'attachement à la démocratie» comme modèle politique à défendre. Le mouvement social doit peser fortement dans les semaines à venir pour que l'équilibre du contrat social soit la priorité du futur gouvernement. Il en va de notre avenir démocratique dans les mois à venir. Gageons que les effets d'annonces et un éventuel référendum ne pourront suffire à redonner crédit à l'action politique.

La situation à Mayotte, au-delà de la brutalité de l'événement climatique, illustre combien les services publics sont en l'occurrence défaillants. Plus encore que dans l'Hexagone, ils y sont en perdition à l'image de la gestion de l'eau, des hôpitaux, de l'École, des prisons, des tribunaux, de la culture, des EHPAD ou de la petite enfance. La responsabilité de l'État est totale vis à vis de ce département français laissé pour compte. De plus, la spécificité migratoire de cette île ne peut continuer d'être instrumentalisée dans le cadre plus général des discours xénophobes et racistes attisés par E. Macron, B. Retailleau, les LR et le RN pour détourner l'attention.

Et pendant ce temps, des migrant-es meurent dans la Manche, en Méditerranée et aux Canaries et celles et ceux qui leur viennent en aide sont toujours criminalisé·es. Et les enfants réfugié·es ne peuvent toujours pas bénéficier d'une scolarisation automatique.

Il y avait malheureusement peu à attendre du discours de politique générale de F. Bayrou prévu hier 14/01. Pourtant, des préconisations et des solutions allant en partie dans le sens de nos revendications syndicales et sociales ont été posées sur la table des précédents gouvernements. Préférant pousser toujours plus loin sa politique de l'offre, Macron les a ignorées. Ainsi, le rapport *France Stratégie* publié le 9 décembre dresse un large panorama sur les ressorts de la crise d'attractivité grandissante qui touche l'ensemble des métiers de la Fonction publique. Il préconise notamment l'augmentation des rémunérations, l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation des avantages notamment face au secteur privé... On se situe bien à l'opposé de la proposition emblématique d'alignement des jours de carence formulée par le précédent gouvernement et contre laquelle la FP s'est mise largement en grève le 5 décembre. Depuis 2010, le nombre de candidat·es aux concours s'effondre et le futur ne s'annonce pas forcément plus brillant. Du fait du vieillissement des personnels et des nombreux départs en retraite attendus, le déséquilibre entre le nombre de jeunes entrant dans la fonction publique et le nombre d'agent·es à remplacer risque de s'accroître.

Cela est particulièrement criant dans l'EN, où plus de 300 000 collègues partiront en retraite d'ici à 2030 (chiffres DARES). Il est donc urgent que les discussions avec L. Marcangeli, nouveau ministre de la FP, remettent à plat tout ce qui été envisagé depuis 7 ans pour répondre enfin aux attentes des fonctionnaires et aux besoins des usager·ères. Mais cet ex-LR, soutien d'E. Philippe, risque de rester enfermé dans sa vision plus idéologique que réaliste des enjeux à trancher pour son portefeuille ministériel.

Dans l'EN, nous pouvons certes nous réjouir des coups portés devant le Conseil d'État contre le Choc des savoirs et des critiques formulées par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire contre le SNU qui devraient, en toute logique, freiner la généralisation de ce dernier. Pourtant, le conservatisme du Premier ministre doit nous mettre en garde contre les attaques que pourrait subir la mise en place des programmes de l'EVARS. Et, plus généralement, nous devons rester fermes et vigilant·es contre la poursuite de ces mesures, car la "nouvelle" ministre n'a pas forcément la volonté de remettre en cause ce que son ministre Attal avait souhaité mettre en place. Ce sixième jeu de chaise musicale en deux ans à la tête de notre ministère de tutelle est surtout un gage de continuité des politiques unanimement rejetées.

Ces politiques contribuent à la dégradation du métier : la recrudescence des suicides de collègues sur les lieux de travail indique une situation nationale catastrophique. Le SNES doit mener une enquête à travers le nombre de saisines des FSSSCT, demandes de protections fonctionnelle, sollicitations de la médecine du travail afin de dresser un tableau de la situation et de la souffrance au travail. Il faut que le SNES avec la FSU engage une véritable campagne auprès du ministère et des collègues sur le sujet.

L'analyse du gouffre face auquel l'École est suspendue doit continuer d'être martelée par le SNES-FSU dans les médias et surtout envers E. Borne, numéro 2 du gouvernement. Les personnels attendent des actes concrets et rapides en cohérence avec cette priorité fixée par l'ordre protocolaire du gouvernement : augmentation des salaires, réforme de la formation initiale et continue, mesures en faveur d'une réelle politique de santé des personnels (sans aucun jour de carence), prise en compte de la pénibilité du travail (notamment par l'abrogation de la réforme des retraites), création de postes de personnels administratifs, médico-sociaux et AESH sous statut, réduction des effectifs d'élèves partout du primaire au secondaire, réforme des bacs et des lycées à abroger. L'autoritarisme et le mépris qu'E. Borne a affichés face à nos

collègues lors de sa visite à Mayotte ne pourront être de mise lors des prochaines semaines, au risque d'aggraver la fracture créée entre la profession et l'administration. Nous nous sommes engagé·es à des suites après la mobilisation réussie du 5/12 : il convient donc sans surseoir de prévoir la suite du plan d'action dès le lendemain du discours de politique générale de F. Bayrou. Nous n'avons pas de raisons valables de rester plus longtemps dans l'attentisme et d'attendre que les contre-mesures ne pleuvent davantage !

Après le Congrès de la FSU, il nous faudra également poursuivre un travail indispensable dans la fédération pour défendre et revendiquer une école publique et gratuite de la maternelle à l'université, et des politiques publiques ambitieuses à la hauteur des enjeux et des besoins sociaux. Nous devons aussi lutter avec l'intersyndicale pour créer les mobilisations en défense de nos métiers, mais aussi contre l'austérité, la paupérisation et la violence sociale, pour de nouveaux droits pour toutes et tous en veillant à ne pas détricoter les conquies : il faut préparer les collègues à de possibles mouvements longs, car le point de bascule risque de ne plus seulement concerner l'École. Face au danger imminent de l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir, nous nous devons de défendre et de porter nos alternatives démocratiques dans le débat public, en même temps que nous préparons nos adhérent·es à la résistance pour démentir tous les *scénarii* de l'inéluctable d'ici à 2027. Le travail avec VISA doit être poursuivi et relancé partout, tout comme nous devons rechercher les convergences politiques et syndicales.

Les mobilisations peuvent commencer dès cette semaine : grève des AESH dès demain 16 janvier et ce week-end, cela fera 50 ans qu'étaient publiés les décrets de la loi Veil, ce que le SNES et la FSU rappelleront autour du 17 janvier avec les associations.

Les questions féministes sont en effet toujours d'actualité et le procès de Mazan nous a rappelé, si besoin en était, que les VSS ne sont pas dues qu'à des monstres, loin de là, et que la culture du viol est toujours bien ancrée partout. La nomination de Gérald Darmanin, accusé de viol et d'agression sexuelle, au Ministère de la justice et d'Aurore Bergé comme ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les Discriminations sont de mauvais signaux pour la lutte contre les VSS et pour les droits des femmes. Dans un tel contexte, la grève féministe du 8 mars doit d'ores et déjà être portée par le SNES et la FSU.